

La coopération française dans le domaine de la télédétection pour la gestion des ressources naturelles

Bied Charreton M.

in

Deshayes M. (ed.).
La télédétection en agriculture

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 4

1991

pages 51-53

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI911179>

To cite this article / Pour citer cet article

Bied Charreton M. **La coopération française dans le domaine de la télédétection pour la gestion des ressources naturelles**. In : Deshayes M. (ed.). *La télédétection en agriculture*. Montpellier : CIHEAM, 1991. p. 51-53 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 4)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

La coopération française dans le domaine de la télédétection pour la gestion des ressources naturelles

Marc BIED-CHARRETON
Ministère des Affaires Etrangères, Paris (France)

Résumé : Les activités de la coopération française dans le domaine de la télédétection pour la gestion des ressources naturelles sont conduites à la requête des Etats ou organisations internationales et s'inscrivent dans le cadre des relations internationales de la France. Elles correspondent à un double objectif :

- aider les pays, en particulier les pays en développement, à maîtriser mieux leurs ressources en utilisant des technologies nouvelles telles que télédétection-télétransmission, etc.
- promouvoir les technologies et le savoir faire français en la matière.

Elles sont articulées selon les lignes directrices suivantes :

- soutiens institutionnels à des centres nationaux et régionaux existants ou appui à leur création.
- opérations de consultance et d'expertise.
- séminaires, cours, conférences, sensibilisation, programmes de formation.
- appuis à des opérations de recherches/développement (R/D) et à des projets pilotes ou à des opérations de développement en cours, sur des thèmes prioritaires.

Abstract

French cooperation for resource management based on remote sensing

Activities related to resource management based on remote sensing are undertaken at the request of foreign governments or international organizations as part of France's international cooperation policy. The objectives are:

- *to primarily assist developing countries in the management of their resources, using state-of-the-art techniques such as remote sensing, data transmission, etc.;*
- *to promote French technology and know-how.*

The cooperative activities include:

- *institutional support to existing national and regional centers or assistance in the creation of such centers;*
- *consulting and expert missions;*
- *organization of training programs, workshops, public awareness campaigns;*
- *support to R&D operations, pilot projects, and on-going development operations related to priority themes.*

1. Soutiens institutionnels

Ils comportent des appuis en personnel : mise à disposition d'experts pour des durées courtes moyennes ou longues (experts permanents), organisation de stage ou de formation sur place, soutien logistique, apports de matériel, logiciels, documentation, appui à des projets.

Les centres soutenus ont en général des vocations multiples : soit formation-recherche-enseignement, soit centres de production multi-utilisateurs, avec formation, archivage, documentation...

Sont ainsi appuyés :

- en **agrométéorologie** : **CATIE** au Costa Rica (deux experts), **AGRHYMET** à Niamey (deux experts), Nairobi et Djibouti (IGADD) : deux experts en 1989, **FAO** : un expert (soutenu par l'ORSTOM : CRODT de Dakar, La Réunion) ;

— en télédétection et cartographie :

- SEAMEO – BIOTROP (Bogot): deux experts – carto-végétation
- AIT (Bangkok) : trois seniors – un VSNA – formation-recherche
- CRTO (Ouagadougou) : formation – projets pilotes : deux experts seniors – deux VSNA (Ministère de la Coopération)
- RECTAS (Ile-Ifé - Nigéria) : un senior – un VSNA – formation – projets pilotes
- DRSRS (Nairobi) : deux seniors – un VSNA – production – recherche – développement
- Centre Régional de Télédétection et Cartographie (Nairobi) : un senior – un VSNA – formation – séminaires – projets
- RJGC (Amman) : un senior – un VSNA – production – projets – formation
- IGAC (Bogota) : un senior – un VSNA – projets – séminaires
- FAO (Rome) : centre de télédétection – un senior – un expert associé
- Banque Mondiale (Washington) : un expert (1989)

En préparation pour 1989 :

- création d'un Centre National de Télédétection en Tunisie ; création du Centre Royal de Télédétection du Maroc et appui aux cellules ministérielles de télédétection ;
- en liaison avec la DREE :
- renforcement de la station de l'Indonésie,
- achèvement de la station du Bangladesh.

2. Opérations de consultance et expertise

Ces opérations concernent essentiellement :

- des missions de consultance pour l'analyse des besoins et l'aide à la constitution de services ou de centres ou à leur renforcement ;
- des missions de diagnostic de situation et de recommandations de solutions techniques ou organisationnelles ;
- des études économiques sur l'intérêt et le coût de l'utilisation des techniques spatiales ;
- des missions de montage de projets : analyse préalable, recherche des financements et des partenaires, mise en place des moyens, suivi...

3. Séminaires – Formation – Sensibilisation

Il y a lieu de distinguer les actions en France auxquelles nous invitons des personnalités étrangères, ainsi que les formations en France, longues, académiques ou professionnelles ou de courte durée, et les actions à l'étranger, comprenant la mise à disposition d'experts de durée variable (dont les experts permanents cités ci-dessus) pour des formations spécifiques dans les centres compétents, l'organisation de manifestations courtes pour des décideurs, la participation à des conférences scientifiques ou à des réunions internationales.

4. Appui à la recherche et développement et aux projets

Les thèmes les plus importants sont actuellement les suivants :

- connaissance des mécanismes climatiques, suivi des anomalies, recherches sur les prévisions, mise au point de systèmes d'alerte rapide sur les paramètres agricoles et du milieu et sur la sécurité alimentaire, développement de l'agrométéorologie, de la télétransmission et des télécommunications. Cas particulier des zones arides et sahéliennes et des catastrophes type locustes... ;
- inventaire et gestion des ressources renouvelables : suivi et évaluation des pâturages, de la ressource forestière (et suivi de la désertification, de la déforestation, des inondations, mouvements sableux, dunaires...) ; aide à la détermination des potentialités agricoles : ressources en eau et en sols ; aide aux statistiques agricoles et prévision de rendements — aides à la gestion de grands projets (irrigation, schéma directeur...) ;
- cartographie topographique, thématique et base de données (SIG), apport de l'imagerie spatiale pour la révision et la fabrication de cartes traditionnelles ou de nouvelles cartes, aide à l'aménagement régional et urbain et des zones littorales ;
- géologie et aide à la prospection minière ;
- océanographie, recherches sur les interactions océan : atmosphère, aide à la pêche.

5. Les opérateurs

Ces activités, coordonnées entre la Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère de la Coopération mais également avec les autres ministères responsables et les grands organismes publics par le Comité de Pilotage, appuyé par un Comité d'Experts de la Télédétection en Coopération (Comité de Pilotage présidé par M. Bied-Charreton, Comité d'Experts par le Professeur Chorowitz qui succède à F. Blasco), sont conduites essentiellement par les opérateurs suivants :

- CNES et filiales : SPOTIMAGE, GDTA, SCOT, notamment pour tout ce qui concerne la consultance (SCOT), la formation (GDTA), les appuis institutionnels, les séminaires ;
- les opérateurs publics spécialisés :
 - Recherche fondamentale et appliquée** : certains labos du CNRS et INRA, ORSTOM, CIRAD, IFREMER, certaines universités, CEMAGREF, GIS (Groupement d'Intérêt Scientifique) existants ou futurs,
 - Production** (et parfois recherche thématique) : IGN et sa filiale IFI, BRGM, IFP ;
- des opérateurs de droit privé, type sociétés d'intervention, sociétés de services : BDPA-SCETAGRI, SODETEG, SFERES, GEOSYS, BCEOM ;
- des industriels du matériel et du logiciel : SEPIMAGE, MATRA, CAP SOGETI, AES...

6. Les partenaires internationaux

D'autres donateurs participent parfois aux appuis français, ou sont recherchés pour plus de cohésion de l'action de Coopération internationale (sans perdre de vue qu'il s'agit souvent de nos concurrents), tandis que des actions spécifiques sont menées pour sensibiliser les chefs de projets et les décideurs des grands organismes, financiers ou de développement du système des Nations Unies : FAO, PNUD, Banque Mondiale, banques régionales, des actions sont menées avec la CEE, une coordination est en cours de montage avec l'ASE et des contacts maintenus avec l'USAID, l'ACDI (Canada), la RFA notamment, et plus tard avec les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne. Les approches régionales sont privilégiées à certains stades : Méditerranée, Asie du Sud-Est, CILSS, IGADD, Pacte Andin. Des coopérations régionales sont recherchées à partir des TOM-DOM (Caraïbes, Océan Indien, Pacifique).

IGAC	<i>Instituto Geográfico Agustín Codazzi, Bogota, Colombie.</i>
AGRHYMET	Centre Régional d'Agro-Hydro-Météorologie du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel, Niamey, Niger.
IGADD	<i>Intergovernmental Authority for Development and Desertification.</i>
CRODT	Centre de Recherche Océanographique de Dakar, Thiaroye, Sénégal.
CATIE	<i>Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza, Costa Rica.</i>
SEAMEO	<i>South East Asian Ministers of Education Organisation (Siège à Bangkok, Thaïlande).</i>
AIT	<i>Asian Institute of Technology, Bangkok, Thaïlande.</i>
RECTAS	<i>Regional Center for Training in Aerospace Survey, Ile-Ife, Nigéria.</i>
DRSRS	<i>Department of Resources Survey and Remote Sensing - Ministry of Finance, Nairobi, Kenya.</i>
RJGC	<i>Royal Jordan Geographic Center, Amman, Jordanie.</i>
AREE	Direction des Relations Economiques Extérieures, Ministère des Finances, Paris, France.
ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International, Ottawa, Canada.